



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

médicaments génériques

Question au Gouvernement n° 3531

Texte de la question

PRIX DES MÉDICAMENTS GÉNÉRIQUES

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Kucheida, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et. divers gauche

M. Jean-Pierre Kucheida. Monsieur le ministre du travail, de l'emploi et de la santé, une étude menée par l'assurance maladie a démontré que les médicaments génériques en France sont trois fois plus chers que chez nos voisins européens. Il vous en coûtera 15 centimes le cachet pour vous soigner dans l'hexagone, alors que les Néerlandais ne le payent que 5 centimes. Et chaque centime gagné représente 130 millions d'euros d'économies.

À qui la faute, monsieur le ministre ? C'est un mystère que je voudrais bien vous voir éclaircir. Les Français sont accusés de tous les maux : gros consommateurs de médicaments, les discours les font presque passer pour des hypocondriaques responsables du déficit de la sécurité sociale.

Pour les responsabiliser, nous avons tout vu, ou presque : franchises, déremboursements, aggravation du reste à charge, augmentation des consultations...Bientôt, les médecins pourraient recevoir des primes, à condition de restreindre leurs prescriptions.

Mais le gouffre de la sécurité sociale ne serait-il pas en partie imputable à un régime inefficace de régulation des prix des médicaments ? (*" C'est faux ! " sur quelques bancs du groupe UMP.*) Ne serait-il pas bienvenu de délivrer les prescriptions au prorata des pilules nécessaires à chaque traitement ?

Après la sécurité sanitaire, ne faudrait-il pas se pencher sur la sécurité financière des médicaments ? Les laboratoires Servier et autres ne se sont jamais autant servis sur le dos des malades. Ces deux arguments permettraient d'enrayer surenchère et gaspillage et généreraient des milliards d'euros pour la sécurité sociale. Monsieur le ministre, qu'en pensez-vous ?

À propos, au lieu de faire des économies sur les ayants droit du régime minier et sur les anciens mineurs, attaquez-vous tout simplement aux vrais problèmes ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Le problème, quand on s'improvise à parler de la santé, monsieur le député, c'est qu'on a du mal à trouver le ton juste ! (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Vous en avez fait la preuve ! Il est vrai que le passif de la gauche et du parti socialiste avec les professionnels de santé est si important que vous avez du mal à trouver le ton juste...

Vous avez critiqué la convention médicale, alors même qu'elle a été signée par un nombre de syndicats de médecins jamais atteint auparavant.

Par ailleurs, comme vous tenez à chaque fois les propos les plus démagogiques, notamment sur les déremboursements, vous oubliez que c'est Mme Aubry qui a lancé ce mouvement il y a de nombreuses années. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Vous pourriez aussi avoir de la mémoire en la matière.

S'agissant du régime minier, monsieur Kucheida, vous savez pertinemment que les décisions qui ont été prises sont celles qui permettent de préserver le système, les ayants droit, ainsi que le personnel. (*Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Vous ne l'avez pas dit, monsieur Kucheida, mais cela aurait été mieux en le disant !

Concernant la question du médicament...

M. Christian Bataille. Ah, enfin !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. ...il ne s'agit pas de culpabiliser qui que ce soit en disant que l'on consomme trop de médicaments, qu'il y en a trop en France...

M. Jean-Paul Lecoq. Ils sont trop chers !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. ...et qu'on les paie trop cher. J'attends, monsieur Kucheida, que vous votiez les dispositions du PLFSS pour 2012.

M. Christian Bataille. Vous fabriquez du déficit !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Le courage peut vous en venir, monsieur Kucheida, tout simplement parce que nous allons baisser le prix du générique, de façon qu'il ne coûte plus 45 % du prix du médicament de marque de référence, mais 40 %. Les génériques représentent 1 milliard 300 millions d'euros en 2010, ce qui nous permet d'ailleurs de continuer à rembourser les médicaments les plus innovants à l'hôpital. Je veux aussi que lorsqu'un médicament de marque baisse son prix pour essayer de tuer le générique, nous n'hésitions pas à prendre les décisions pour baisser son prix.

M. Jean-Pierre Kucheida et M. Henri Emmanuelli. Comment font-ils ailleurs ?

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Je vais vous le dire. Mais que M. Emmanuelli et M. Kucheida soient les chantres de l'ultralibéralisme, j'aurai tout vu dans cet hémicycle ! Voilà la réalité ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Car, ailleurs, il n'y a pas de régulation. En France, nous avons un système organisé : on veut payer le juste prix ; on paie les médicaments trop cher, mais cela va changer. Monsieur Kucheida, votez le prochain PLFSS ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Kucheida](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (12^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3531

Rubrique : Pharmacie et médicaments

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 octobre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 6 octobre 2011